



Conseil de sécurité

Soixante-dix-septième année

8995^e séance

Mardi 15 mars 2022, à 10 h 30

New York

Provisoire

Président : M. Abushahab. (Émirats arabes unis)

Membres :

Albanie	M. Hoxha
Brésil	M. Costa Filho
Chine	M. Dai Bing
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Thomas-Greenfield
Fédération de Russie	M. Polyanskiy
France	M ^{me} Broadhurst Estival
Gabon	M. Biang
Ghana	M ^{me} Oppong-Ntiri
Inde	M. Asokan
Irlande	M. Gallagher
Kenya	M. Kiboino
Mexique	M. Ochoa Martínez
Norvège	M ^{me} Heimerback
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Kariuki

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 30.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Le Président (*parle en arabe*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant du Yémen à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités ci-après, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Hans Grundberg, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, et M. Martin Griffiths, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Grundberg.

M. Grundberg (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, pour cette nouvelle occasion qui m'est donnée de présenter un exposé au Conseil de sécurité sur la situation au Yémen et les efforts inlassables que déploie l'ONU pour contribuer au règlement pacifique de ce conflit. Les Yéménites sont privés de la possibilité de vivre en paix depuis de trop nombreuses années. Des efforts concertés de leur part et de la part de la communauté internationale s'imposent pour rompre ce cycle sans fin de violence et jeter les bases d'une paix durable.

Je vais commencer par donner quelques mises à jour sur les événements survenus au cours du mois écoulé. À Taëz, les échanges de tirs d'artillerie ont fait des victimes civiles et endommagé des immeubles résidentiels. Des hostilités ont également été signalées dans les provinces de Saada et Dalea. Les frappes aériennes se poursuivent à l'intérieur du Yémen, et principalement sur les lignes de front à Mareb et Hajja ce mois-ci. À Mareb, Ansar Allah poursuit son offensive, qui a eu des conséquences extrêmement néfastes pour les civils depuis plus de deux ans. Dans les districts du sud de Hodeïda, les hostilités continuent, et auraient fait des victimes civiles, y compris des femmes et des enfants. La Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda s'emploie à rétablir la communication entre les parties, à relancer des initiatives de désescalade et à renforcer sa surveillance dans les ports, tout en

élargissant la portée de ses patrouilles. Je m'associe au général Beary pour souligner la nécessité de maintenir le caractère civil des ports, qui, pour des millions de Yéménites, sont un lien vital avec l'extérieur. La violence continue également de se propager dans la région. Le 21 février, des débris provenant d'un drone intercepté au-dessus de l'aéroport King Abdullah de Jazan ont blessé 16 civils.

Le contrôle de certains territoires passe parfois d'une partie à une autre, et vice-versa. Parfois, les lignes de front connaissent une accalmie dans une zone du pays, alors que les hostilités reprennent de plus belle ailleurs. Et toujours, les civils paient un prix inacceptable pour des choix sur lesquels ils n'ont aucune influence. Au fil et à mesure que le conflit évolue, il est évident qu'une approche militaire n'aboutira pas à une solution durable. Des années de combats ont détruit les institutions, l'économie, le tissu social et l'environnement du Yémen. Comme l'a signalé l'UNICEF, au moins 47 enfants ont été tués ou mutilés au Yémen rien que durant les deux premiers mois de cette année. On a pu confirmer que plus de 10 200 enfants ont été blessés ou tués au cours des sept dernières années, et le nombre réel est probablement beaucoup plus élevé.

Alors que les combats se poursuivent, la crise économique continue de s'aggraver. Comme le Secrétaire général adjoint, M. Griffiths, va également l'expliquer, elle risque d'empirer. À Aden et dans les provinces avoisinantes, la valeur du rial yéménite a baissé de 20 % par rapport au dollar depuis janvier, faisant craindre une nouvelle chute de la monnaie, une hausse des prix et l'exacerbation des disparités économiques, partout dans le pays. Des mesures tangibles doivent être prises pour stabiliser la monnaie. Partout au Yémen, l'accès au carburant est de plus en plus difficile. Le problème se pose plus particulièrement dans les zones contrôlées par Ansar Allah, où les pénuries de carburant sont de plus en plus graves. Depuis mon dernier exposé (voir S/PV.8966), un navire transportant du gaz de cuisson est entré dans le port de Hodeïda ; deux pétroliers se trouvent toujours dans la zone d'attente de la Coalition, en attente des autorisations nécessaires. Les obstacles à l'acheminement par voie terrestre ont aggravé les pénuries. La dépréciation de la monnaie et les pénuries de carburant ont des répercussions sur les besoins quotidiens des Yéménites – l'eau potable, les denrées alimentaires, les transports, l'électricité et les soins de santé. Les civils seront encore plus touchés durant cette période alors que les foyers yéménites se préparent au mois saint du ramadan.

Les Yéménites continuent également de faire l'objet de graves restrictions à leur liberté de circulation. La fermeture de l'aéroport de Sanaa empêche de nombreux Yéménites dans le nord de se rendre à l'étranger. La poursuite des combats, la prolifération des points de contrôle et la fermeture de points d'accès, en particulier à Taëz, entravent les mouvements des Yéménites à l'intérieur du pays. La Journée internationale des femmes, qui a été célébrée ce mois-ci, est un rappel que les femmes et les filles sont confrontées à des restrictions supplémentaires puisque la présence d'un tuteur masculin leur est imposée. Dans le contexte de ces problèmes exceptionnels, des femmes yéménites se sont rassemblées pour lancer un appel puissant au changement politique. À Taëz, par exemple, des femmes, des jeunes et la société civile ont récemment lancé une campagne visant à remettre en question l'exigence arbitraire de la présence d'un tuteur lorsque qu'une femme fait une demande de passeport et à insister pour que la législation yéménite soit appliquée. Cette campagne a connu un succès initial, et le Premier Ministre a transmis des directives au Ministère de l'intérieur pour faire appliquer la loi.

Je suis parfaitement conscient qu'il est urgent de faire cesser la violence et de fournir une assistance aux Yéménites. C'est pourquoi, parallèlement aux activités que je mène concernant le cadre, j'étudie activement avec les parties des options pour adopter des mesures de désescalade immédiates qui pourraient permettre d'apaiser la violence, d'atténuer la crise du carburant et d'améliorer la liberté de circulation. À l'approche du ramadan, j'espère que les parties examineront mes propositions rapidement et dans un esprit constructif afin de donner espoir au peuple yéménite et de lui apporter une assistance, ce qui est absolument nécessaire. À cet égard, j'attends avec intérêt une occasion de dialoguer avec les dirigeants d'Ansar Allah à Sanaa sur cette question et sur les mesures à prendre pour faire avancer le processus politique.

Néanmoins, comme je l'ai dit précédemment, les mesures de désescalade éventuelles ne serviront à rien si elles ne sont pas étayées par un processus politique. C'est pourquoi mon cadre, qui vise à ouvrir la voie à un règlement politique inclusif, est essentiel.

Depuis que j'ai présenté un exposé au Conseil le mois dernier, mon bureau a lancé une série de consultations structurées pour éclairer les efforts d'élaboration de mon cadre. Je suis encouragé par l'intérêt qu'ont manifesté les partis politiques, les composantes, les experts et les représentants de la société civile yéménites

ainsi que par leur participation active. Je suis également reconnaissant du dialogue très constructif que j'ai eu ce mois-ci avec le Président Hadi Mansour concernant ce processus.

Au cours de la semaine écoulée, j'ai tenu des réunions bilatérales avec des dirigeants du Congrès populaire général et des délégations du Parti Islah, du Parti socialiste yéménite, du Parti unioniste populaire nassérien et du Conseil de transition du Sud. Je tiens à remercier le Gouvernement jordanien d'avoir facilité la tenue de ces réunions à Amman, ainsi que les membres du Conseil et les autres États Membres qui ont clairement exprimé leur appui aux consultations.

Durant les consultations, je mets l'accent sur l'identification de priorités à court et long terme pour le programme du processus à plusieurs volets, envisagé par le cadre. J'examine également les principes directeurs pour le processus et recueille les opinions des participants quant à leur vision pour l'avenir. J'espère que les consultations marqueront le début d'une conversation sérieuse et structurée entre les Yéménites en vue de mettre fin à la guerre.

Au cours des prochaines semaines, j'organiserai des consultations avec d'autres acteurs politiques, économiques et de la sécurité et des représentants de la société civile yéménites. Par ailleurs, j'ai vivement encouragé tous les partis politiques et toutes les organisations de la société civile à faire en sorte que leurs équipes qui participent aux consultations comptent au moins 30 % de femmes, et mon bureau continue d'assurer un suivi auprès des délégations pour les encourager à atteindre cet objectif. Je compte également consulter la population yéménite en général, y compris les jeunes, pour veiller à ce que le cadre reflète ses priorités et ses aspirations.

Après toutes ces années de guerre, il faut engager un dialogue sérieux, constructif et axé sur la recherche de solutions. Les consultations tenues à Amman nous ont utilement rappelé que cela est possible. Ensemble, nous devons rechercher des solutions qui non seulement permettront de mettre fin à la guerre, mais également de jeter les bases d'une paix durable. Je continuerai de compter sur les membres du Conseil pour qu'ils appuient ce processus, au fur et à mesure qu'il continue d'avancer.

Le Président (*parle en arabe*) : Je remercie M. Grundberg de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Griffiths.

M. Griffiths (*parle en anglais*) : J'adresse mes meilleurs vœux à la Représentante permanente des Émirats arabes unis, l'Ambassadrice Nusseibeh. Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de présenter un exposé au Conseil de sécurité. Comme vient de le dire M. Grundberg, après plus de sept années de guerre, le Yémen est en train de devenir ce que les humanitaires qualifient souvent d'urgence chronique. Or, les travailleurs humanitaires le savent bien, les urgences chroniques s'accompagnent de risques graves, à savoir l'inertie et la lassitude. Nous ne devons pas céder à ces forces.

Demain, le Secrétaire général se joindra au Président suisse et à la Ministre suédoise des affaires étrangères pour accueillir une manifestation de haut niveau consacrée aux annonces de contributions pour le Yémen. Les organismes humanitaires ont besoin de près de 4,3 milliards de dollars pour venir en aide à plus de 17 millions de personnes dans tout le pays cette année. Le Yémen a le triste privilège statistique d'être le pays du monde à afficher le plus grand nombre de personnes dans le besoin, en pourcentage de sa population globale. Voilà pourquoi on entend si souvent que c'est une des pires catastrophes humanitaires mondiales.

La manifestation de demain n'est pas seulement une question d'argent, même si c'est extrêmement important. Elle est aussi l'occasion pour la communauté internationale de montrer que nous n'abandonnons pas le Yémen, même après toutes ces années, même si de nouvelles crises sont apparues. C'est un message très important parce que le Yémen a toujours besoin d'une aide urgente. Comme nous l'a dit M. Grundberg, la faim, les maladies et autres maux progressent plus vite que la capacité des organismes de les combattre.

Les nouvelles évaluations nationales faites par nos partenaires humanitaires au Yémen confirment que 23,4 millions de personnes ont désormais besoin d'une d'assistance sous une forme ou une autre. Cela représente trois personnes sur quatre, un chiffre véritablement stupéfiant et profondément préoccupant. Parmi elles, 19 millions ne mangeront pas à leur faim, soit une hausse de près de 20 % par rapport à l'année dernière, et nous pensons – j'utilise ces mots avec précaution – que plus de 160 000 d'entre elles seront confrontées à des conditions proches de la famine.

Malgré les nombreux appels au dialogue et au cessez-le-feu, comme vient de nous le rappeler M. Grundberg, les hostilités persistent sur près de 50 lignes de front. Cela inclut Mareb, où l'offensive houthiste se

poursuit encore aujourd'hui, au bout de deux ans, et Hajja, où les affrontements se sont très nettement intensifiés ces dernières semaines.

L'an dernier, les hostilités ont tué ou blessé plus de 2 500 civils et contraint près de 300 000 personnes à fuir leurs foyers, ce qui porte désormais à 4,3 millions le nombre de personnes déplacées au Yémen depuis 2015.

La guerre a également accéléré les problèmes économiques du Yémen, plongeant davantage de familles dans le dénuement. Cet effondrement est l'une des principales causes des besoins humanitaires. Nous le constatons dans nombre des crises dont nous discutons dans cette salle.

Malheureusement, les perspectives n'ont rien de réjouissant. Le Yémen dépend des importations commerciales pour environ 90 % de son alimentation et pour la quasi-totalité de son carburant et d'autres biens essentiels. Une grande partie de ces biens pourraient bientôt être beaucoup plus difficiles à trouver, et plus chers encore. Comme nous l'évoquions avant la présente séance, environ un tiers du blé consommé par le Yémen provient de Russie et d'Ukraine, où le conflit en cours pourrait restreindre l'approvisionnement et faire grimper les prix des denrées alimentaires, qui ont déjà presque doublé au Yémen l'an dernier. Et les prix pourraient grimper encore plus. Les conséquences et le préjudice que cela causera à la vie de très nombreuses familles yéménites ne font aucun doute.

En outre, les importations de carburant via Hodeïda, comme l'a rappelé M. Grundberg, ont fortement diminué récemment ; les volumes de carburant recensés le mois dernier étaient inférieurs de moitié à la moyenne. Cette baisse contribue à des pénuries de carburant et à des hausses de prix, qui vont probablement s'aggraver tant que les prix mondiaux de l'énergie continuent de grimper.

Tout cela signifie que l'économie yéménite, tributaire des importations, est encore plus fragile qu'il y a quelques semaines à cause d'événements qui n'ont rien à voir avec le Yémen. L'économie yéménite a besoin de notre soutien à tous, y compris par des injections de devises et d'autres mesures, pour éviter de nouveaux dégâts. Nous espérons vivement que les gouvernements de la région considéreront également cette question comme une priorité urgente.

Pour l'essentiel, ce que je viens de décrire n'a rien de nouveau pour le Conseil et la communauté internationale au sens large car, depuis 2015, les donateurs

ont versé près de 14 milliards de dollars en réponse aux appels lancés l'ONU pour apaiser les souffrances. C'est là une somme exceptionnelle, extraordinaire et très généreuse. Pour plus de 75 %, cet argent provient de six donateurs seulement : les États-Unis, le Royaume d'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Commission européenne, qui ont couvert le plus gros de cette somme. Je tiens à remercier tous les donateurs pour leur exceptionnelle générosité au fil des années. Cela a eu un effet considérable, et il est important de faire le bilan de ce que cette générosité et les programmes humanitaires qu'elle engendre ont permis d'accomplir.

Tout d'abord, et même s'il n'y a pas eu d'effet d'annonce, la famine généralisée contre laquelle on a si souvent mis en garde n'a pas eu lieu au Yémen. Le pays a menacé à plusieurs reprises de s'engager sur cette pente, notamment en début d'année dernière, mais cela a pu être évité grâce à une action humanitaire rapide et bien financée. Il s'agit là d'une réussite importante. La récente hausse du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire que j'ai mentionnée tout à l'heure montre combien il importe de poursuivre cet effort pour circonscrire et dissiper ce risque de famine.

Les premières études indiquent également que l'action humanitaire a contribué à maintenir les taux de morbidité et de mortalité à un niveau stable durant le conflit. En d'autres termes, sans ce niveau de réponse, un nombre bien supérieur de Yéménites auraient contracté une maladie dont ils seraient morts. C'est là un autre accomplissement de première importance.

Ces réalisations, et d'autres, sont le fruit d'une action collective, et non de l'action d'une seule personne. L'année dernière, plus de 200 organismes humanitaires, pour l'essentiel des organisations non gouvernementales yéménites, ont œuvré de concert, en coordination avec des organisations internationales, dont l'ONU, pour apporter une aide, par le truchement du plan de réponse humanitaire dont nous lancerons demain l'édition 2022, à près de 12 millions de personnes chaque mois. Cette aide est parvenue jusqu'aux 333 districts du pays. C'est ce qui s'est passé l'an dernier et c'est ce que nous devons espérer pour cette année.

Nous avons toujours dit clairement, toutefois, que l'acheminement de cette aide est beaucoup plus difficile qu'il ne devrait l'être. Nous sommes particulièrement inquiets devant l'insécurité croissante qui pèse sur le personnel des Nations Unies et les autres travailleurs humanitaires, notamment les récents enlèvements de

personnel. Les efforts se poursuivent à tous les niveaux pour obtenir leur libération. Ces enlèvements, qui s'ajoutent à une hausse des détournements de voiture et d'autres incidents, pourraient marquer l'amorce d'une très dangereuse tendance. En outre, les autorités houthistes détiennent toujours deux membres du personnel des Nations Unies arrêtés à Sanaa en novembre, en violation inacceptable des privilèges et immunités des Nations Unies.

Au-delà des risques liés à la sécurité, les organismes d'aide humanitaire continuent aussi de se heurter à des obstacles bureaucratiques et autres qui entravent leur action. Ces problèmes sont particulièrement graves dans les zones contrôlées par les houthistes, où ils comprennent des restrictions à la liberté de circulation, des tentatives de perturber les opérations d'aide et d'autres difficultés. L'année dernière, en 2021, ce type d'obstacles a retardé, voire entravé, l'aide destinée à des millions de personnes. Là aussi, quelques améliorations ont été observées.

Au cours des deux dernières années, les organismes ont travaillé en étroite collaboration avec les donateurs, dont beaucoup sont représentés dans la salle, et d'autres parties prenantes afin de relever ces défis et de surmonter ces obstacles par le biais de négociations détaillées. L'une des principales améliorations est l'achèvement des trois nouvelles évaluations des besoins qui ont fourni les chiffres que j'ai cités précédemment, mais il reste beaucoup à faire. De nombreuses améliorations doivent encore être apportées, notamment en matière de collecte de données et de surveillance ainsi que dans d'autres domaines. Ces éléments peuvent paraître fastidieux, mais ils sont absolument essentiels pour garantir l'efficacité d'un plan de réponse humanitaire. Cela reste une priorité absolue pour les organismes et les donateurs, qui ont travaillé en étroite collaboration cette année et se réuniront demain. L'évaluation de l'action humanitaire interinstitutionnelle, une opération et une tâche colossales, sera publiée dans les semaines à venir. Elle nous sera utile, car il s'agit d'un examen objectif des performances humanitaires.

Par ailleurs, sur une note plus positive, les autorités houthistes de Sanaa ont signé la semaine dernière un mémorandum d'accord sur le pétrolier *FSO SAFER*. Cela confirme l'accord de principe que nous avons annoncé le mois dernier, sur lequel David Gressly, responsable de l'action humanitaire au Yémen, a travaillé, et rapproche le monde du règlement d'un problème très dangereux. Nous espérons que cela se produira au plus tard au mois

de mai. Lorsque j'occupais le poste de M. Grundberg, j'ai régulièrement exposé au Conseil les difficultés rencontrées par l'ONU pour parvenir à un accord sur cette question. Espérons que cela fonctionne. Je remercie sincèrement le Gouvernement néerlandais de son appui et de son assistance, qui ont rendu possible cette opération hybride avec le secteur privé.

Néanmoins, toutes ces avancées sont menacées, car les organismes d'aide connaissent des déficits de financement alarmants et sans précédent, comme je l'ai signalé ici le mois dernier (voir S/PV.8966). Il est étonnant de constater que deux tiers des principaux programmes des Nations Unies ont déjà été contraints de réduire leurs activités ou de fermer leurs portes au cours des derniers mois, faute de ressources suffisantes. Les services essentiels, tels que l'aide alimentaire, l'approvisionnement en eau, les soins de santé et l'aide apportée aux personnes fuyant la violence à Mareb et ailleurs, ont ainsi été fortement revus à la baisse.

Si j'ai un message à adresser au monde aujourd'hui, c'est le suivant : ne nous arrêtons pas maintenant. L'ONU et les États Membres doivent continuer d'œuvrer de concert pour venir en aide aux millions de Yéménites qui en ont besoin de toute urgence et qui le méritent. Ils doivent montrer aux Yéménites que même s'ils ne font plus la une des journaux, ils ne sont pas pour autant tombés dans l'oubli. Nous espérons que les contributions annoncées à la manifestation de demain seront généreuses et que les fonds seront versés rapidement. Une attention et des investissements seront également nécessaires à plus long terme pour appuyer les efforts de M. Grundberg. Comme mon prédécesseur l'a dit à chacune de ses interventions au Conseil, l'Envoyé spécial s'efforce d'instaurer la paix et de régler le conflit, ce qui est notre espoir à tous et notre plus grande priorité.

Le Président (*parle en arabe*) : Je remercie M. Griffiths de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Kariuki (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial Grundberg et le Secrétaire général adjoint Griffiths de leurs précieux exposés d'aujourd'hui qui donnent à réfléchir.

Le Royaume-Uni se félicite vivement du lancement des consultations de M. Grundberg avec les parties ce mois-ci. Nous saluons son approche inclusive, qui invite un large éventail de Yéménites à exprimer leurs

vues. Nous encourageons toutes les parties à collaborer de manière constructive, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu de la résolution 2624 (2022). Je tiens à remercier les membres du Conseil des efforts qu'ils ont consentis pour permettre l'adoption de cette résolution. Pour la première fois, un embargo sur les armes a été imposé à l'ensemble des houthistes et le groupe terroriste a été expressément dénoncé. Cela est essentiel alors que nous assistons à la poursuite des attaques transfrontières contre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, notamment jeudi dernier contre une raffinerie de pétrole saoudienne.

Il convient de souligner que la résolution 2624 (2022) appuie aussi clairement le maintien de l'accès humanitaire et des importations commerciales de denrées alimentaires, de carburants et d'autres produits essentiels pour les civils dans tous les ports yéménites. Le Conseil n'a pas ciblé les activités humanitaires ou le commerce.

La résolution 2624 (2022) appelle en outre au retour immédiat de tout le personnel des États-Unis et de l'ONU dans leur famille et au retrait des houthistes de l'ambassade des États-Unis. Le Royaume-Uni condamne fermement la détention en février d'un autre membre du personnel des États-Unis. Nous demandons également aux houthistes de libérer le ressortissant britannique Luke Symons.

Comme nous l'a dit M. Griffiths aujourd'hui, le bilan humain du conflit au Yémen reste dévastateur. Les conclusions du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire et de la séance d'information d'aujourd'hui sont sans appel : la sécurité alimentaire du Yémen se détériore de façon dramatique. Alors que 7 millions de Yéménites risquent de mourir de faim cette année et que le nombre de personnes vivant dans des conditions proches de la famine devrait être multiplié par cinq, la conférence d'annonce de contributions pour le Yémen, qui se tiendra demain, a besoin de recueillir 4,27 milliards de dollars. Le Royaume-Uni appelle tous les donateurs, y compris ceux de la région, à intensifier leur aide.

Enfin, je voudrais terminer sur une note d'espoir concernant la situation humanitaire en me félicitant de la signature ce mois-ci d'un mémorandum d'accord entre les houthistes et l'ONU concernant le transfert du pétrole contenu dans le pétrolier *FSO SAFER*, comme nous l'a indiqué M. Griffiths. Il s'agit là d'une étape importante. Nous devons maintenant agir tous ensemble pour appuyer cette initiative.

M. Asokan (Inde) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial Hans Grundberg et le Secrétaire général adjoint Martin Griffiths de leurs exposés.

Il est regrettable que les appels du Conseil et de la communauté internationale à l'instauration d'un cessez-le-feu à l'échelle nationale et à une désescalade urgente des tensions par toutes les parties au conflit restent lettre morte. Les opérations militaires continuent de compromettre la paix et la sécurité non seulement du Yémen, mais aussi de toute la région. Nous condamnons avec force les attaques terroristes transfrontières de missiles et de drones contre les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, qui ont tué ou blessé des civils innocents, y compris des ressortissants indiens.

Les informations faisant état d'une éventuelle utilisation des ports de Hodeïda sur la mer Rouge pour organiser des attaques maritimes sont également très inquiétantes. La liberté de circulation du personnel de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda doit être garantie afin de faciliter le suivi et le signalement réguliers de tout détournement éventuel des ports de Hodeïda, qui restent la principale porte d'entrée de l'aide humanitaire et des produits commerciaux du Yémen.

Comme indiqué dans la résolution 2624 (2022), adoptée le mois dernier, nous exigeons la libération urgente de l'équipage du navire *Rawabee*, qui comprend sept ressortissants indiens. Ils sont toujours détenus illégalement. Ansar Allah doit garantir un accès régulier à ces personnes et fournir périodiquement des informations sur leur état, jusqu'à leur libération.

Nous nous félicitons de la signature d'un mémorandum d'accord sur le pétrolier *FSO SAFER*. Il faut maintenant agir rapidement pour assurer la mise en œuvre du mémorandum d'accord et éviter une catastrophe écologique, maritime et humanitaire en mer Rouge.

Nous appelons toutes les parties impliquées au Yémen à passer du champ de bataille à la table de négociation, conformément à la résolution 2624 (2022). Nous insistons sur l'importance d'une diplomatie soutenue et ciblée pour remettre les discussions politiques sur les rails. À cet égard, nous prenons note du lancement de vastes consultations inclusives menées par l'Envoyé spécial Grundberg en vue d'achever l'élaboration d'un cadre global pour un processus de paix. Ce cadre doit prendre en compte et satisfaire les aspirations légitimes

de tous les Yéménites. Nous appelons toutes les parties à collaborer avec l'Envoyé spécial dans le cadre de ces consultations, sans aucune condition préalable.

Dans ce contexte, la reprise des consultations entre l'Arabie saoudite et le Conseil de transition du Sud est un pas dans la bonne direction et mérite d'être soulignée. Il est également essentiel de maintenir le dialogue entre le Gouvernement yéménite et le Conseil de transition du Sud pour résoudre les problèmes liés à la mise en œuvre de l'Accord de Riyad. Nous rappelons que l'approche des consultations à plusieurs volets, lancées par l'Envoyé spécial Grundberg, comprend un volet économique. L'Inde insiste régulièrement sur la nécessité de remédier à la perturbation de segments clefs de l'économie du Yémen et à la fragmentation de celle-ci. Des mesures économiques concrètes au profit du peuple yéménite constitueraient une solution durable à la crise humanitaire en cours. De même, des progrès sur le plan économique seraient de nature à améliorer la confiance entre les parties et à favoriser des avancées sur le plan politique et dans le domaine de la sécurité. Je demande que l'Envoyé spécial prête l'attention qui convient à cet aspect dans ses consultations avec les parties yéménites.

En attendant une reprise économique et la cessation du conflit militaire, les opérations d'aide humanitaire sont tout ce qui permet à des millions de Yéménites de garder la tête hors de l'eau, mais elles-mêmes se trouvent actuellement menacées par de sévères carences en matière de financement. Les femmes et les enfants font particulièrement les frais de la fermeture et de la réduction des effectifs des principaux programmes d'aide des Nations Unies. Nous espérons que la conférence de haut niveau d'annonce de contributions qui aura lieu demain permettra d'obtenir un appui accru en faveur du plan d'aide humanitaire des Nations Unies pour le Yémen au titre de l'année 2022.

L'Inde entretient des relations avec le Yémen depuis des siècles et les liens entre nos deux peuples restent très solides aujourd'hui encore. Nous avons déjà apporté un soutien humanitaire au Yémen par le passé et nous sommes toujours déterminés à lui venir en aide. Nos portes sont ouvertes aux Yéménites, même en ces temps difficiles dus à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Des milliers de Yéménites sont traités dans nos hôpitaux chaque année et plusieurs milliers d'étudiants continuent de suivre leurs études en Inde. Pour la seule année dernière, nous avons délivré plus de 6 000 visas médicaux et plus de 400 visas d'étudiant à des Yéménites.

Pour terminer, je réitère l'appel de l'Inde à un cessez-le-feu immédiat et complet dans tout le Yémen, qui doit être suivi par un processus politique solide et inclusif dans le plein respect de l'unité, de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du pays. Nous estimons qu'un règlement durable et inclusif au Yémen est possible si les acteurs régionaux et internationaux exercent une pression internationale efficace sur les parties yéménites.

M^{me} Heimerback (Norvège) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial Grundberg et le Secrétaire général adjoint Griffiths de leurs exposés.

Nous sommes profondément préoccupés par le niveau actuel de l'insécurité alimentaire et de la faim au Yémen. Près de 13 millions de Yéménites, y compris des enfants souffrant de malnutrition, ainsi que des femmes enceintes et des mères allaitantes, ont urgemment besoin d'une aide alimentaire. Par ailleurs, 2 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance – état qui aura des conséquences permanentes sur leur développement mental.

Cette tragédie due à l'homme est vraiment inacceptable. La récente fermeture de programmes d'aide humanitaire au Yémen faute de financement est tout sauf ce qu'il nous faut. La manifestation de haut niveau d'annonce de contributions pour répondre à la crise humanitaire au Yémen qui se tiendra demain offre une occasion importante de mobiliser l'attention et un appui financier face à la détérioration de la situation humanitaire.

En ce qui concerne l'évolution de la situation en matière de sécurité, nous demeurons très alarmés par la grave escalade militaire du conflit au Yémen, qui est imputable à toutes les parties. J'insiste sur l'appel vigoureux lancé par la Norvège à toutes les parties pour qu'elle fassent preuve de retenue et je souligne une fois encore que ce sont les enfants qui paient le tribut le plus lourd quand la violence s'emballe. Au cours des deux premiers mois de 2022, 47 enfants ont été tués ou blessés.

Nous rappelons aux parties leurs obligations de respecter le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, et notamment leur obligation de protéger la vie des civils et les infrastructures civiles. Nous réaffirmons qu'il importe d'assurer la sûreté et la sécurité du personnel humanitaire et de celui des Nations Unies.

La désescalade, un cessez-le-feu à l'échelle nationale et un virage vers une solution politique sont la seule façon possible de rompre le cycle de la violence.

La Norvège accueille positivement les consultations de l'Envoyé spécial sur le cadre d'un processus inclusif et à plusieurs volets. Ses rencontres récentes et à venir avec les dirigeants des partis politiques yéménites, les représentants des secteurs économique et de la sécurité, les acteurs de la société civile et les parties prenantes régionales et internationales seront essentielles pour constituer une coalition en faveur d'un règlement pacifique.

Nous engageons toutes les parties à donner la priorité aux besoins et aux intérêts du peuple yéménite en coopérant pleinement avec l'Envoyé spécial, sans condition préalable ni retard. Nous saluons en outre l'accent que M. Grundberg a mis sur la contribution véritable des femmes aux consultations concernant le cadre.

La récente édition de la publication de l'ONU intitulée *Réduction des risques de catastrophe : bilan mondial*, qui donne à lire en détail les enseignements tirés du rôle directeur des femmes dans la médiation sur les ressources en eau communautaires, montre que l'inclusion n'est pas un sujet de discussion mais une approche judicieuse pour consolider la paix, améliorer les moyens de subsistance et renforcer la résilience locale.

Enfin, nous nous félicitons des progrès accomplis pour ce qui est d'atténuer la menace causée par le pétrolier *FSO SAFER*. Il est encourageant qu'Ansar Allah ait signé un mémorandum d'accord avec l'ONU. Il faut impérativement maintenir cette dynamique pour régler le problème sans délai.

M^{me} Oppong-Ntiri (Ghana) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je tiens à remercier l'Envoyé spécial Hans Grundberg et le Secrétaire général adjoint Martin Griffiths de leurs exposés instructifs sur la situation difficile qui règne au Yémen. Je me félicite par ailleurs de la participation du représentant du Yémen à la présente séance.

La situation qui prévaut au Yémen fait qu'il est d'autant plus nécessaire pour le Conseil de sécurité et la communauté internationale de maintenir leur appui aux efforts visant à trouver une solution durable et pacifique au conflit, tout en répondant à la dégradation de la crise humanitaire afin d'offrir un répit à la population de ce pays, qui souffre.

Nous avons pris note des questions soulevées par les intervenants et voudrions nous arrêter sur les points suivants.

Premièrement, nous condamnons et demandons instamment que cessent les attaques ciblées incessantes contre les civils et les infrastructures civiles, commises au

mépris flagrant des préceptes du droit international et du droit international humanitaire. Les simples citoyens au Yémen continuent de subir des pertes inutiles – des morts et des blessés – du fait des hostilités qui ne faiblissent pas et des escalades militaires dans les provinces de Mareb et de Hajja et au niveau de plusieurs lignes de conflit dans le pays. Ces escalades dangereuses se sont traduites par un nombre record de pertes civiles enregistrées depuis au moins trois ans, dont la mort de 47 enfants pour les seuls mois de janvier et février.

Par conséquent, nous appuyons résolument l'appel à un cessez-le-feu à l'échelle nationale, qui est on ne peut plus urgent maintenant. Les parties belligérantes doivent mettre fin aux hostilités et s'engager à travailler ensemble de bonne foi pour s'accorder sur un règlement politique du conflit. Trouver un terrain d'entente dans la société hautement fragmentée du Yémen est une entreprise manifestement difficile qui demandera des mesures de confiance renforcées au sein de la population.

Le rôle de facilitation de l'Envoyé spécial est crucial dans ce contexte pour garantir un processus politique inclusif conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Par conséquent, nous saluons et appuyons les consultations qu'il tient actuellement avec toutes les parties et tous les acteurs dans le cadre établi pour un processus de paix global. Nous soulignons qu'il importe que les parties ménagent l'espace nécessaire pour une participation pleine, effective et véritable des femmes à toutes les étapes du processus de paix, et notons la volonté et la capacité depuis longtemps démontrées des femmes au Yémen de s'engager dans les initiatives communautaires et nationales visant à régler le conflit.

Deuxièmement, nous souhaitons mettre en exergue le besoin urgent de fonds à l'appui des opérations humanitaires. Pire que la terrible situation humanitaire en elle-même, il y a le risque que la communauté internationale et les donateurs ne se montrent pas à la hauteur du défi constitué par une catastrophe humanitaire imminente. Nous espérons que la manifestation de haut niveau d'annonce de contributions qui aura lieu demain sous les auspices bienveillants des Gouvernements suédois et suisse permettra de lancer une bouée de sauvetage aux millions de Yéménites qui sont au bord de la famine.

Troisièmement, nous insistons sur la nécessité de mesures urgentes pour stabiliser une économie qui se dégrade rapidement. Nous continuons de plaider pour la levée des restrictions à l'importation, conformément à l'Accord de Stockholm, afin de faciliter les importations

commerciales et de réduire la dépendance à l'égard de l'aide humanitaire. Il faut des mesures ambitieuses, y compris le règlement pacifique du conflit en Ukraine, pour éviter des chocs importants sur les importations, sachant que 30 % du blé importé au Yémen vient d'Ukraine. Nous attendons avec intérêt d'en savoir davantage sur la stratégie de mise en œuvre du cadre économique proposé par l'ONU en vue de remédier aux problèmes de pauvreté sous-jacents au Yémen.

Nous prenons note des progrès concernant la signature du mémorandum d'accord entre les parties concernées pour que les travaux puissent être effectués sur le pétrolier *FSO SAFER*. Nous appelons à des échanges réguliers et francs entre toutes les parties concernées, dans le but de prévenir un accident écologique ou d'en réduire les risques.

Enfin, nous exprimons notre appui à un processus politique dirigé et contrôlé par les Yéménites, sous les auspices de l'ONU, en vue d'instaurer une paix globale et durable au Yémen.

M. Costa Filho (Brésil) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je remercie l'Envoyé spécial Hans Grundberg et le Secrétaire général adjoint Martin Griffiths de leurs exposés instructifs.

Le Brésil se félicite de la première série de consultations bilatérales tenues entre l'Envoyé spécial et les parties prenantes yéménites, et nous réaffirmons notre appui aux efforts de l'Envoyé spécial visant à lancer un processus politique structuré et inclusif. Nous encourageons toutes les parties concernées à y participer pleinement et sans condition préalable, et nous exhortons également les acteurs régionaux ayant une influence directe au Yémen à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour appuyer cette initiative. Nous saisissons cette occasion pour rappeler que l'unité de vues et un appui sans équivoque sont les principaux atouts que nous, membres du Conseil de sécurité, pouvons apporter à l'Envoyé spécial.

S'agissant de l'inclusivité, nous soulignons que les parties prenantes et les groupes sociaux qui ne sont pas activement impliqués dans le conflit joueront néanmoins un rôle essentiel pour instaurer et pérenniser la paix. Par conséquent, nous réaffirmons notre appui à la proposition d'associer pleinement les femmes, les jeunes et les représentants de la société civile aux consultations. Il est encourageant de constater qu'à ce jour, toutes les délégations qui ont rencontré l'Envoyé spécial comprenaient des femmes.

Si ces premières consultations sont encourageantes, la situation sur le terrain ne cesse de se détériorer. Le conflit fait rage sur près de 50 lignes de front, avec un nombre record d'attaques inacceptables contre des cibles civiles. La population civile de Mareb, dont un million de personnes déplacées, est toujours menacée par les houthistes, qui continuent de bafouer le droit international humanitaire. Les risques d'implosion et de fragmentation de l'économie persistent.

Comme l'a indiqué le Secrétaire général adjoint Griffiths, la situation humanitaire est catastrophique, et le financement alloué aux interventions humanitaires est insuffisant. Selon l'analyse judicieuse de l'Envoyé spécial Grundberg, nous ne pouvons pas attendre une solution politique pour régler ces problèmes. La communauté internationale peut et doit faire davantage.

En ce qui concerne l'économie, le Brésil appuie la mise en œuvre du cadre économique pour le Yémen, proposé par l'ONU, et réitère son appel à l'assouplissement des restrictions imposées aux ports yéménites de la mer Rouge et à l'aéroport de Sanaa. Les importations sont indispensables à l'économie yéménite, et il faut s'abstenir d'imposer des restrictions inutiles. En outre, il faut maintenir le caractère civil des ports de Hodeïda et veiller à ce qu'ils restent ouverts pour que l'aide humanitaire puisse être acheminée sans entrave, comme l'a déclaré le Chef de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda. Le Brésil est favorable à d'autres mesures volontaristes, telles que l'injection de devises étrangères dans la Banque centrale du Yémen.

Nous n'avons pas encore vu tous les effets sur le Yémen du conflit qui sévit en Ukraine, mais face aux chocs sur les cours internationaux du pétrole, du blé et d'autres matières premières, il est encore plus urgent de stimuler l'économie maintenant, avant que les conséquences de la crise ne se fassent sentir au Yémen. Les parties sur le terrain ont également des responsabilités pressantes à cet égard et doivent s'abstenir d'imposer des barrières économiques internes ou de recourir à des pratiques économiques prédatrices, ce qui est un problème particulièrement grave dans les zones contrôlées par les houthistes.

Sur le plan humanitaire, le Secrétaire général adjoint Griffiths a une fois de plus dressé un tableau sombre. La nécessité d'une aide urgente continue de s'accroître à un rythme insoutenable. Nous félicitons la Suède, la Suisse et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires d'avoir convoqué la manifestation pour les annonces de contributions, prévue pour demain à

Genève, à laquelle le Secrétaire général adjoint Griffiths a fait référence. Compte tenu des nombreuses crises qui accaparent l'attention du monde, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que le Yémen demeure une de nos priorités. Comme cela a été le cas lors des manifestations similaires organisées les années précédentes, le Brésil réaffirmera sa solidarité avec le peuple yéménite en annonçant une contribution financière.

L'aide humanitaire est urgente et essentielle, mais elle ne constitue pas une solution. Il ne sera plus nécessaire de lancer des appels humanitaires toujours plus nombreux que lorsque les problèmes économiques et politiques du Yémen seront terminés. Il est tout aussi nécessaire de soutenir l'économie et de faire avancer le processus politique que de préserver les interventions humanitaires d'urgence.

Enfin, nous sommes encouragés par l'évolution de la situation concernant le pétrolier *FSO SAFER* et nous exhortons les houthistes à poursuivre le dialogue avec le Coordonnateur résident des Nations Unies.

M^{me} Thomas-Greenfield (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie de leurs efforts inlassables les intervenants, l'Envoyé spécial Grundberg et le Secrétaire général adjoint Griffiths, et je salue la participation du Représentant permanent du Yémen à la séance d'aujourd'hui.

Aujourd'hui, je souhaite aborder quatre aspects relatifs à la situation au Yémen. Les progrès accomplis en vue du lancement d'un processus de paix politique inclusif, la détention choquante du personnel local employé par les États-Unis et l'ONU, les résultats obtenus suite à la dernière résolution du Conseil sur le Yémen (résolution 2624 (2022)), et la situation humanitaire liée au carburant et au pétrolier *FSO SAFER*.

Premièrement, les États-Unis se félicitent du lancement d'un processus consultatif inclusif par l'Envoyé spécial Grundberg en vue du règlement de ce conflit tragique. Nous saluons ses efforts pour tenir compte des vues d'un large éventail de groupes politiques et d'organisations de la société civile au Yémen. Le Conseil de sécurité doit continuer d'appuyer ses efforts, qui offrent une excellente occasion aux Yéménites d'élaborer une nouvelle approche pour régler ce conflit.

Nous savons tous que ce conflit a engendré des divisions importantes et a modifié l'équilibre du pouvoir sur le terrain. Pour qu'un processus de paix soit couronné de succès, il doit refléter ces changements et tenir compte des perspectives et des doléances des Yéménites

dans tout le pays, notamment les appels à la justice et à l'application du principe de responsabilité. Par conséquent, nous appelons toutes les parties au conflit à participer pleinement et effectivement aux consultations menées sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Pour cela, il faut permettre à l'Envoyé spécial Grundberg de se rendre dans toutes les villes concernées, y compris Sanaa, sans condition préalable. L'Envoyé spécial a tenu des consultations en personne avec les hauts responsables d'autres parties clés, et une visite à Sanaa n'a que trop tardé. De plus, nous demandons aux parties de faire en sorte que les délégations qui participent à ces consultations incluent divers représentants de la société civile : femmes, jeunes, personnes handicapées et membres d'autres groupes marginalisés. Leurs perspectives sont essentielles pour trouver une solution durable permettant d'améliorer la vie de tous les Yéménites.

Deuxièmement, c'est avec tristesse que nous confirmons que les houthistes détiennent un autre membre de notre personnel local, qui a été enlevé le 15 février alors qu'il faisait ses courses dans un marché de Sanaa. Cette situation est injuste et inacceptable. Nous appelons haut et fort à la libération immédiate de nos employés yéménites actuels et anciens, sains et saufs. Il est temps que les houthistes cessent de les menacer ainsi que leurs familles et qu'ils libèrent le personnel des Nations Unies et les autres personnes qu'ils ont placées en détention.

Troisièmement, nous nous félicitons de l'adoption par le Conseil de la résolution 2624 (2022), qui prolonge d'une année supplémentaire les mesures existantes d'interdiction de voyage et de gel des avoirs et impose clairement un embargo sur les armes aux houthistes en tant que groupe. Plusieurs passages de la résolution condamnent fermement le transfert illicite d'armes aux houthistes et l'attaque terroriste transfrontalière du groupe contre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis.

Il faut impérativement arrêter le flux illégal d'armes en provenance d'Iran destinées aux houthistes. Ces armes ne font qu'alimenter la guerre, déstabiliser la région et exacerber les souffrances des Yéménites. Nous ne saurions trop insister sur la nécessité pour tous les États Membres d'appliquer strictement l'embargo sur les armes.

La résolution 2624 (2022) comprend des termes forts qui soulignent l'importance de faciliter la fourniture de l'aide humanitaire, les envois de fonds et l'importation sans entrave de biens essentiels comme la

nourriture et le carburant. Ces termes traduisent clairement la volonté du Conseil de sécurité de veiller à ce que les nouvelles mesures ne ciblent pas l'activité humanitaire ou le commerce légitime. Nous saluons les efforts déployés par les organisations d'aide et les importateurs commerciaux pour stabiliser l'économie yéménite et faire en sorte que la population puisse satisfaire ses besoins fondamentaux. Nous réaffirmons que la formulation de la résolution n'a pas pour objectif d'empêcher la poursuite de ce travail.

Cela m'amène à mon quatrième et dernier point concernant la situation humanitaire, l'approvisionnement en carburant et le pétrolier *FSO SAFER*. Malheureusement, le Yémen reste en proie à l'une des plus grandes crises humanitaires au monde, comme en témoignent les dernières données très préoccupantes sur l'insécurité alimentaire. Les déficits de financement ont déjà contraint les organisations d'aide à réduire considérablement l'assistance vitale, ce qui a eu une incidence sur des millions de Yéménites. Les donateurs auront l'occasion d'y remédier le 16 mars, à la conférence virtuelle d'annonce de contributions de haut niveau pour 2022. Les États-Unis prévoient d'apporter une contribution importante, mais il faudra une collaboration entre tous les donateurs pour répondre aux besoins criants du Yémen. Nous devons trouver une solution à la crise humanitaire au Yémen au plus vite pour éviter que le chemin qui mène à la paix ne devienne plus étroit.

Les importations de carburant par le port de Hodeïda ont augmenté en février, mais malheureusement, en raison de mesures prises par toutes les parties, notamment l'accumulation de stocks par les houthistes, le blocage des importations en provenance du sud du Yémen et la manipulation des prix, les Yéménites souffrent toujours de graves pénuries de carburant. Il faut trouver une solution globale pour remédier à la crise du carburant à laquelle sont confrontés les Yéménites.

Nous jugeons encourageante la signature, le 5 mars, d'un mémorandum d'accord permettant à un navire de stocker temporairement le pétrole du pétrolier *FSO SAFER* jusqu'à ce qu'une solution permanente soit trouvée. Nous exhortons toutes les parties à respecter cet accord afin d'éviter une catastrophe humanitaire et environnementale. Nous remercions les Pays-Bas des efforts qu'ils ont déployés pour parvenir à une solution et encourageons les donateurs à fournir les fonds nécessaires pour mettre en œuvre ce plan et éviter une issue tragique.

La situation au Yémen reste désastreuse. J'espère sincèrement, comme nous tous, que les efforts déployés par l'Envoyé spécial en faveur d'un processus de paix inclusif seront couronnés de succès.

M. Hoxha (Albanie) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial Grundberg de son exposé détaillé. Nous saluons les efforts qu'il déploie pour sortir de l'impasse politique actuelle et trouver une solution durable au conflit au Yémen. Nous remercions également le Secrétaire général adjoint Griffiths des informations qu'il nous a fournies, nous présentant une fois encore un panorama complet de la situation humanitaire catastrophique et de la situation économique désastreuse, en particulier en ce qui concerne la sécurité alimentaire.

Le conflit prolongé au Yémen a eu des effets dévastateurs sur les civils à travers le pays, qui souffrent de la destruction des infrastructures critiques, du manque de services de base, d'abus généralisés et d'une gouvernance faible et fragmentée. Depuis le début de cette guerre effroyable il y a sept ans, près de 400 000 Yéménites sont morts, souvent en raison de causes indirectes comme la faim. Les enfants de moins de 5 ans représentent 70 % des décès. C'est pourquoi il est essentiel que l'aide parvienne à chacun d'entre eux.

Le Yémen ne doit pas devenir et rester une guerre oubliée en raison de l'inertie et de la lassitude, comme l'a dit à juste titre M. Griffiths. À cet égard, nous espérons que la conférence de Genève focalisera à nouveau l'attention nécessaire sur le peuple yéménite et ses besoins urgents.

Il n'y a pas de solution militaire au conflit au Yémen. Seul un processus politique global et inclusif permettra de rétablir la paix pour le peuple yéménite. Nous appuyons pleinement le processus de consultation lancé par M. Grundberg et appelons tous les acteurs politiques et les parties prenantes à y participer de manière constructive. Il doit se voir accorder un plein accès à l'ensemble du pays, y compris à Sanaa, et pouvoir rencontrer tous les acteurs politiques et toutes les parties prenantes. Le Conseil doit être uni dans son appui aux travaux de l'Envoyé spécial et à son processus de consultation.

Le Yémen appartient à tous ses citoyens. Un processus inclusif et crédible requiert la mobilisation et la participation pleine et entière des acteurs de la société civile, des femmes et des jeunes, ainsi que des groupes marginalisés, afin de sortir de la spirale infernale et sans fin de la violence et de trouver une solution durable au

conflit. Les acteurs régionaux jouent un rôle clef dans le règlement du conflit au Yémen. À cet égard, nous nous félicitons des informations selon lesquelles le Conseil de coopération du Golfe envisage d'inviter tous les acteurs politiques du Yémen à participer à des consultations. C'est une information que j'ai entendue ce matin.

Accepter un cessez-le-feu et le respecter est le point de départ pour trouver une issue différente à la situation au Yémen. Il faut en faire une priorité. Le droit international humanitaire est un élément central du droit international qui doit être respecté en toute circonstance et dans tout conflit, y compris au Yémen. Les civils doivent être protégés. L'adoption de la résolution 2624 (2022) représente un engagement concret en faveur de la paix et de la sécurité au Yémen. Le strict respect de l'embargo sur les armes est indispensable si nous voulons mettre un terme à la prolifération des armes au Yémen et éviter qu'elles ne tombent entre de mauvaises mains ou ne soient utilisées dans des attaques terroristes transfrontières menées par les houthistes dans les pays voisins, comme nous l'avons constaté à plusieurs reprises, notamment le mois dernier.

Je voudrais terminer en rappelant trois points clefs.

Premièrement, nous saluons le travail accompli par le Coordonnateur résident pour le Yémen et les autorités néerlandaises afin de trouver une solution viable au problème du pétrolier *FSO SAFER* en mer Rouge. Le mémorandum d'accord signé le 5 mars doit être mis en œuvre par toutes les parties sans délai.

Deuxièmement, je réaffirme que l'enlèvement et la détention par les houthistes de nationaux yéménites affiliés aux États-Unis ou à l'ONU doit immédiatement prendre fin.

Troisièmement, j'exprime à nouveau notre condamnation de la saisie du navire marchand battant pavillon des Émirats arabes unis et appelle les houthistes à relâcher le navire et son équipage, comme le Conseil de sécurité l'a demandé le 14 janvier.

M. Biang (Gabon) : Je remercie l'Envoyé spécial pour le Yémen, M. Hans Grundberg, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. Martin Griffiths, de leurs exposés, et je me félicite de la participation du représentant du Yémen à la présente séance.

Les exposés de M. Grundberg et M. Griffiths que nous avons suivis mettent en lumière une situation déplorable qui tend à s'exporter dans le voisinage. Le récent lancement d'un missile dans les eaux de la mer

Rouge accroît l'insécurité du transport maritime international et met en relief la forte propension de cette crise à s'embraser.

Il est indéniable que le conflit au Yémen est multidimensionnel. Je vais m'appesantir sur deux aspects : d'abord l'enlisement de la situation en matière de sécurité et, ensuite, ses conséquences sur le plan humanitaire.

En plus d'être une menace pour la région, l'escalade de la violence au Yémen met en péril la vie de millions de personnes. En effet, le quotidien des Yéménites a été marqué ces derniers mois par une multiplication des lignes de front et une augmentation record du nombre de victimes civiles. L'escalade de la violence est des plus alarmantes avec la poursuite des combats qui se déplacent sur les États voisins, au risque de déstabiliser davantage la région. De façon évidente, la mise en œuvre de l'Accord de Stockholm et de l'Accord sur Hodeïda tarde à être concrétisée.

L'absence d'avancées sur le plan politique contribue à la poursuite des hostilités et freine la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire yéménite, mise à rude épreuve. Seul un dialogue inclusif impliquant tous les fragments de la population yéménite, y compris les femmes, mettra fin aux souffrances engendrées par ce conflit sur les populations civiles.

Nous exhortons l'ensemble des parties et des acteurs à la cessation des hostilités et à la plus grande retenue. La solution au Yémen n'est pas militaire mais réside dans la recherche d'un règlement politique. Mais cela ne pourrait se faire sans une restauration de la confiance et la disposition de tous à faire des compromis.

Nous dénonçons par ailleurs l'utilisation aveugle des mines terrestres, en particulier sur la côte ouest, dont les conséquences à long terme sont effroyables. Chaque année, les mines terrestres antipersonnel tuent et mutilent des dizaines de milliers de personnes civiles, notamment des enfants. Par leur impact multiple, elles causent des blessures durables, ainsi que des traumatismes psychologiques graves.

La persistance des violences sexuelles et des répressions contre les femmes, en particulier les femmes actives tant sur le plan professionnel que politique, nous interpelle au plus haut point. Nous condamnons avec la plus grande fermeté le recours systématique à l'arrestation, à la détention, à la torture, à la violence sexuelle et au viol contre des femmes de premier plan dans la société yéménite.

Les ravages du conflit sur le plan humanitaire sont désastreux et impactent les moyens de subsistance de millions de Yéménites, alors que l'économie et les services de base du pays continuent de s'effondrer. La famine, la maladie, exacerbées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), et les déplacements de population internes et transfrontaliers demeurent de réelles sources de préoccupation.

Tout en étant conscients des nombreux défis auxquels la communauté internationale est confrontée, cette situation appelle à un engagement renouvelé de sa part, et c'est en cela que nous saluons la tenue, demain, sous l'égide du Secrétaire général de l'ONU, d'une réunion de haut niveau des bailleurs de fonds afin de venir en aide au Yémen. Cela étant, la survie des personnes ne pouvant durablement dépendre de la générosité des donateurs, la communauté internationale doit, parallèlement, s'attaquer aux facteurs sous-jacents de cette crise.

C'est le lieu d'appeler, une fois de plus, à la reddition de comptes pour tous les auteurs de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire au Yémen. Nous demandons par ailleurs l'accès de l'Envoyé spécial à toutes les parties du territoire.

Nous saluons la signature d'un accord entre l'ONU et les houthistes sur la situation du pétrolier *FSO SAFER*, ce qui donne un réel espoir d'endiguer la menace environnementale et humanitaire posée par ledit navire.

Pour terminer, nous tenons à exprimer notre soutien à l'Envoyé spécial Hans Grundberg pour ses efforts inlassables dans un environnement complexe. Nous notons positivement ses interactions avec toutes les parties prenantes à cette crise, tant les acteurs nationaux, régionaux qu'internationaux, en vue d'un règlement politique à cette crise.

M. Dai Bing (Chine) (*parle en chinois*) : Je tiens à remercier l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, M. Hans Grundberg, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordinateur des secours d'urgence, M. Martin Griffiths, de leurs exposés. Je salue la participation du représentant du Yémen à la présente séance.

Le conflit qui dure depuis sept ans a causé un préjudice irréparable au peuple yéménite et infligé des dommages incommensurables au pays. La situation sur le champ de bataille au cours des sept dernières années a prouvé à maintes reprises qu'aucun vainqueur ne raflera la mise et que l'approche militaire ne permettra pas d'atteindre l'objectif recherché.

Un processus de paix dirigé par les Yéménites est la seule voie possible. L'Envoyé spécial Grundberg a récemment tenu des consultations avec les parties concernées sur les questions politiques, économiques et de sécurité. La Chine se félicite de cette évolution. Ayant noté que les parties à la réunion ont souligné la nécessité d'instaurer un cessez-le-feu à l'échelle nationale et l'urgence de reprendre les négociations, nous appelons toutes les parties au conflit à entendre l'appel lancé par les Yéménites issus de tous les secteurs de la société, à cesser toutes les hostilités, à participer activement aux efforts de médiation de l'Envoyé spécial, à adhérer à l'orientation générale d'un règlement politique, à fixer des attentes raisonnables, à faire montre de la souplesse nécessaire et à s'engager à régler les différends par des moyens diplomatiques pour parvenir à la paix. Nous espérons que les pays qui ont une influence sur la situation au Yémen joueront un rôle positif et constructif à cet égard.

Le mois dernier, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2624 (2022), sur les sanctions contre le Yémen et la prorogation du mandat du Groupe d'experts sur le Yémen créé en application de la résolution 2140 (2014) du Conseil de sécurité (voir S/PV.8981). La position de la Chine concernant les sanctions reste inchangée. Nous suivons de près les effets des sanctions. Nous espérons que ces mesures contribueront à encourager les parties au conflit à renoncer à l'option militaire et à revenir rapidement sur la voie des négociations politiques. Le Groupe d'experts doit mener ses travaux dans le strict respect du mandat qui lui a été confié, rester objectif et impartial et fournir des informations précises et objectives.

Nous condamnons toutes les attaques dirigées contre des civils et des infrastructures civiles, nous appelons instamment à l'arrêt immédiat des attaques transfrontières contre les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite et des menaces qui pèsent sur leur sécurité, et nous appuyons les efforts déployés par ces deux pays pour préserver leur sécurité nationale.

Comme vient de nous le dire le Secrétaire général adjoint Griffiths, le Gouvernement et le peuple yéménites ont besoin de l'aide de la communauté internationale. Le Yémen est enlisé dans une crise humanitaire multidimensionnelle. Le conflit s'intensifie. La pandémie fait rage, et la détérioration de la situation économique rend la vie des gens ordinaires encore plus difficile.

La Chine appuie les efforts déployés par le Gouvernement yéménite pour stabiliser la monnaie et

reconstruire son économie. Nous soutenons les efforts déployés par l'ONU pour promouvoir un cadre économique à court, moyen et long terme au Yémen. Les parties au conflit doivent garantir l'importation, le transport et l'approvisionnement de pétrole et de produits essentiels et permettre l'accès aux opérations de secours humanitaires et les rendre plus fluides.

Je suis satisfait d'apprendre que des progrès ont été réalisés sur la question du pétrolier *FSO SAFER*. J'espère que le pétrole contenu dans le navire-citerne sera évacué dans les meilleurs délais et que la menace écologique potentielle qui pèse sur la région sera éliminée le plus tôt possible.

Les projets humanitaires menés par l'ONU au Yémen sont des projets vitaux qui doivent se poursuivre. Je souhaite plein succès à la conférence pour les annonces de contributions humanitaires qui aura lieu demain.

M^{me} Broadhurst Estival (France) : Je voudrais moi aussi remercier Hans Grundberg et Martin Griffiths pour leurs exposés.

Comme l'a dit l'Envoyé spécial, l'intensité des affrontements sur le terrain est en baisse. Mais ne nous y trompons pas : cette accalmie, toute relative, sera de courte durée, car les belligérants continuent à privilégier l'option militaire alors que celle-ci ne mène nulle part. À l'approche du mois de ramadan et compte tenu de la désescalade actuelle, la France réitère son appel à un cessez-le-feu à l'échelle nationale.

Je souhaite également condamner le maintien en captivité par les houthistes de 13 personnes travaillant ou ayant travaillé pour l'ambassade américaine au Yémen. La France appelle à leur libération immédiate et exprime sa solidarité vis-à-vis des États-Unis et vis-à-vis des familles yéménites concernées.

Nous le savons, le conflit actuel a des conséquences sur la paix et la sécurité dans l'ensemble de la région. Et à cet égard, je voudrais également condamner l'attaque houthiste contre une raffinerie en Arabie saoudite. Ces tirs de missiles sont irresponsables et inacceptables et doivent cesser immédiatement.

La situation humanitaire au Yémen ne cesse de s'aggraver. La menace de famine s'accroît, notamment en raison de la perte des approvisionnements en provenance de l'Ukraine. Et les acteurs humanitaires alertent sur les risques imminents de réduction de leur assistance en raison de difficultés de financement.

La conférence des donateurs qui est prévue demain, et qui a été mentionnée par Martin Griffiths en particulier, doit permettre de répondre à ces besoins humanitaires, et la France sera au rendez-vous. Elle continuera à augmenter sa contribution à la réponse humanitaire au Yémen.

La protection des civils, y compris des personnels humanitaires et des infrastructures civiles, est une obligation qui s'impose à toutes les parties. Et il est indispensable de permettre aux personnels onusiens, aux personnels humanitaires dans leur ensemble, de circuler sans peur d'être pris pour cible ou d'être arrêtés. À cet égard, nous condamnons avec la plus grande fermeté l'enlèvement de personnels humanitaires et les arrestations arbitraires de personnels onusiens. Nous appelons à leur libération immédiate et sans préconditions.

Un plein accès humanitaire à l'ensemble des personnes dans le besoin doit être garanti. Et nous réitérons notre appel à la levée de l'ensemble des obstacles bureaucratiques.

Sur le volet politique, la France salue la tenue de la première série de consultations politiques à Amman, sous l'égide de l'Envoyé spécial, et nous lui apportons tout notre soutien. Nous soutenons donc ses efforts pour maintenir un processus politique interyémenite en dépit d'un contexte sécuritaire qui reste défavorable. La France se félicite de l'attitude coopérative des parties yéménites qui ont échangé cette semaine avec M. Grundberg et qui ont présenté leur vision du Yémen de demain. Je salue la participation des femmes yéménites à ces échanges, et nous appelons les houthistes à cesser leurs tergiversations et leur marchandage et à participer à leur tour à ces consultations dans les semaines à venir. Il est temps pour eux de faire face à leurs responsabilités.

Nous appelons les acteurs régionaux et les membres du Conseil à appuyer le travail de l'Envoyé spécial. Il est également essentiel de s'assurer que la société civile et les femmes yéménites puissent faire entendre leur voix lors de l'ensemble des négociations à venir.

Enfin, nous saluons la signature d'un mémorandum d'entente concernant le pétrolier *FSO SAFER*. Il est urgent d'agir pour éviter une catastrophe écologique qui aurait un impact dévastateur sur le Yémen, mais également sur la région dans son ensemble.

M. Kiboïno (Kenya) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial, Hans Grundberg, et le Secrétaire général adjoint, Martin Griffiths, de leurs exposés. Je me félicite également de la participation du représentant du Yémen à la présente séance.

Le Kenya demeure préoccupé par l'intensification des hostilités entre les factions sur plusieurs lignes de front. Si elle perdure, cette tendance déplorable réduira à néant les acquis de la paix et risque de plonger davantage le pays dans un conflit dont il sera plus difficile de sortir. Nous condamnons tout particulièrement les attaques dirigées contre les civils et les infrastructures civiles, et nous constatons que les personnes vulnérables, notamment les enfants, les femmes, les personnes âgées et les personnes handicapées, subissent de manière disproportionnée les conséquences de ces atrocités.

Nous réaffirmons notre appui aux efforts inlassables déployés par l'Envoyé spécial, Hans Grundberg, pour trouver une solution politique durable à la crise yéménite. Nous exhortons toutes les parties à collaborer avec l'Envoyé spécial dans un esprit constructif et à s'engager au minimum à cesser les hostilités, de façon à créer un environnement propice aux négociations pour parvenir à la solution politique souhaitée.

Le Kenya déplore que les combats aient entraîné le déplacement d'environ 20 000 personnes rien que depuis le début de l'année. Cela ne fait qu'exacerber la situation humanitaire déjà désastreuse, qui devient de plus en plus coûteuse et pesante. Les restrictions imposées aux navires commerciaux qui apportent du carburant à Hodeïda ne font qu'aggraver la situation humanitaire et économique, déjà difficile. Le Kenya appelle toutes les parties prenantes qui contrôlent les infrastructures nécessaires à l'accès humanitaire, en particulier les parties au conflit, à veiller à ce que ces infrastructures soient protégées et puissent être utilisées à des fins humanitaires.

Étant donné que près d'un tiers des importations de blé du Yémen proviennent de l'Europe, le conflit armé en cours en Ukraine risque d'aggraver les pénuries alimentaires, comme l'a indiqué aujourd'hui le Secrétaire général adjoint Griffiths. Les organismes compétents des Nations Unies doivent envisager de toute urgence des solutions innovantes pour pallier ces pénuries.

Nous sommes préoccupés par le fait que la demande croissante d'aide humanitaire dans les zones de conflit actuelles et nouvelles à travers le monde entraîne d'énormes déficits de financement pour répondre aux besoins humanitaires au Yémen. J'en veux pour preuve la réduction des activités et la fermeture d'au moins 26 des 41 principaux programmes humanitaires et de développement des Nations Unies au Yémen, en raison d'un financement insuffisant.

Nous appelons la communauté internationale à prendre des mesures urgentes pour prévenir une famine imminente en renforçant l'appui nécessaire, notamment en participant à la conférence de haut niveau d'annonce de contributions pour le Yémen, qui se tiendra demain.

Les parties au conflit ont un rôle essentiel à jouer sur le plan humanitaire. Elles doivent désamorcer l'escalade et mettre en place des couloirs sécurisés afin de garantir que l'aide parvienne à toutes les personnes qui en ont besoin.

Le Kenya prend note des évolutions encourageantes en ce qui concerne le pétrolier *FSO SAFER*, et nous invitons les organismes des Nations Unies à poursuivre leur coordination avec les parties prenantes en vue de mener à bon terme ces activités de toute urgence.

En conclusion, je réaffirme l'engagement du Kenya à travailler en étroite collaboration avec les membres du Conseil et toutes les parties prenantes qui font preuve de bonne volonté, à l'appui des efforts menés pour rétablir la paix et la stabilité au Yémen et permettre aux Yéménites de reconstruire leur vie.

M. Gallagher (Irlande) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier l'Envoyé spécial Grundberg et le Secrétaire général adjoint Griffiths de leurs exposés d'aujourd'hui.

Le conflit au Yémen provoque des souffrances indicibles, depuis trop longtemps. Depuis plus de sept ans, les Yéménites font les frais d'un conflit qui ravage leur pays. Comme l'a indiqué M. Griffiths, ils sont quotidiennement confrontés à la faim extrême. De plus, selon le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, 19 millions de personnes à travers le Yémen vont être en situation d'insécurité alimentaire aiguë, et 160 000 personnes vivront dans des conditions proches de la famine, un chiffre record.

Les acteurs humanitaires apportent une aide vitale sur le terrain dans des circonstances difficiles. Nous saluons leur action. Cependant, nous sommes de plus en plus préoccupés par le manque de financement qui contraint de nombreux programmes humanitaires à réduire leurs activités, voire à y mettre fin. Des millions de personnes risquent ainsi de se retrouver sans accès à des denrées alimentaires, à l'eau et à d'autres services vitaux. La moitié des personnes ayant besoin d'une aide vitale sont des enfants.

La conférence de haut niveau d'annonce de contributions qui se tiendra demain est donc la bienvenue, et l'Irlande se fait une joie d'y participer. Il est clair que le Yémen a toujours besoin d'un appui ferme

de la communauté internationale des donateurs. Il est également évident que des solutions durables sont nécessaires. Le plan économique pour le Yémen, qui a été proposé par l'ONU, offre une occasion d'appliquer de telles solutions, et nous appelons à des progrès dans sa mise en œuvre. Cependant, en fin de compte, seule la fin du conflit permettra réellement au peuple yéménite de connaître une stabilité et une prospérité durables.

Les Yéménites dépendent des importations commerciales et humanitaires, qui couvrent jusqu'à 90 % de leurs besoins en denrées alimentaires, médicaments et carburants. C'est une réalité que nous connaissons tous ici. Nous savons que l'acheminement rapide et sans entrave de ces produits de base par les ports yéménites est essentiel. Nous appelons tous les acteurs à y veiller, sans délai. Comme l'a dit aujourd'hui le Secrétaire général adjoint Griffiths, cela est particulièrement vital à l'heure où des événements tragiques ailleurs dans le monde risquent, malheureusement, de plonger plus encore les Yéménites dans la faim.

Nous appuyons pleinement l'action de l'Envoyé spécial, et nous nous félicitons qu'il ait lancé la semaine dernière des consultations avec un large éventail d'acteurs yéménites. Nous appelons de nouveau toutes les parties à collaborer véritablement avec lui en vue de mettre en place un cadre inclusif.

Seul un règlement politique négocié apportera la paix au Yémen. Nous réaffirmons que tous les efforts déployés à cette fin doivent prévoir une participation pleine et véritable des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, ainsi qu'une implication importante de la société civile. Les jeunes, qui ont le droit de façonner leur propre avenir, doivent également être au cœur de ces efforts. La mise à l'écart de ces groupes au cours des dernières années est tout simplement inexcusable.

Qui plus est, nous estimons que les négociations de paix ne peuvent avoir lieu que si de véritables efforts sont déployés pour réduire la violence, notamment pour mettre fin à l'offensive des houthistes contre Mareb. Nous condamnons dans les termes les plus forts les attaques transfrontalières commises contre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis.

L'Irlande condamne en outre la détention de Yéménites qui sont actuellement ou ont été employés par l'ONU ou les États-Unis. Nous demandons qu'ils soient libérés immédiatement, sains et saufs, et puissent au moins entrer en contact avec leur famille. Nous renouvelons aussi notre appel à la libération du navire *Rwabee* et de son équipage.

Des civils innocents souffrent depuis trop longtemps. Les frappes aériennes et toutes les autres attaques qui touchent principalement les civils et les biens de caractère civil sont inacceptables. Je voudrais saisir cette occasion pour rappeler une fois de plus aux parties les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire.

Enfin, nous nous félicitons des progrès qui ont été réalisés récemment en ce qui concerne la proposition coordonnée par l'ONU visant à faire face à la menace posée par le pétrolier *FSO SAFER*, que nous avons souvent qualifié au Conseil de « bombe à retardement ». Le mémorandum d'accord signé la semaine dernière constitue un premier pas encourageant vers l'arrêt du compte à rebours, et nous espérons que cette dynamique se poursuivra. Les enjeux humanitaires et écologiques sont indéniables, et il en va des moyens de subsistance de nombreux Yéménites.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions l'Envoyé spécial, Hans Grundberg, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Martin Griffiths, pour leur aperçu de la situation politique et humanitaire au Yémen.

Force est malheureusement de constater que la République du Yémen continue de connaître une profonde crise militaire et politique, qui s'accompagne d'une escalade généralisée de la violence et d'une intensification des hostilités sur tous les fronts.

Les provinces de Mareb, Chaboua, Jaouf et Hodeïda restent au centre des affrontements armés. Nous sommes préoccupés par les attaques contre des infrastructures civiles, à la fois au Yémen et au-delà de ses frontières, en Arabie saoudite et dans les Émirats arabes unis. Nous engageons vivement tous les camps à respecter scrupuleusement les dispositions du droit international humanitaire. Nous sommes convaincus que la poursuite des combats pourrait étendre la zone de conflit bien plus loin que les limites de la région. L'impasse dans laquelle se trouve le règlement politique rapproche le pays du point de non-retour, après quoi il serait impossible de rétablir l'unité du Yémen.

Par ailleurs, la confrontation fait qu'il est plus facile pour les groupes terroristes de s'implanter dans le pays. Dans ce contexte, nous soulignons que rien ne peut se substituer à un règlement pacifique du conflit yéménite. Comme il est de coutume, le rôle central, dans ce processus, incombe à l'ONU et à l'Envoyé spécial du Secrétaire général, en l'occurrence M. Grundberg. Il

convient que ce travail soit guidé par le principe d'inclusivité, et que l'objectif final en soit un règlement global et durable des nombreux problèmes que le peuple yéménite connaît et qui ont également une incidence sur les États voisins.

En conséquence, nous soutenons les efforts pertinents de l'Envoyé spécial et lui demandons instamment d'accentuer son rôle de médiation pour ramener les parties au conflit à la table des négociations. À cet égard, nous prenons actes des consultations avec les représentants des forces politiques du Yémen qui ont débuté à Amman. Il était particulièrement important d'entendre aujourd'hui l'évaluation faite par M. Grundberg de ses échanges avec les parties yéménites. Nous espérons que cette plateforme de négociation sous les auspices de l'ONU sera une bonne occasion pour les Yéménites de discuter des moyens de régler pacifiquement le conflit et permettra à l'Envoyé spécial d'élaborer un nouveau plan de règlement global qui soit de nature à réconcilier les nombreux acteurs concurrents qui peuplent le paysage politique yéménite.

Pour notre part, nous continuerons d'encourager activement les autorités yéménites et les dirigeants du mouvement Ansar Allah à adopter une approche constructive. Nous sommes convaincus que le compromis peut aider à régler le problème du pétrolier *FSO SAFER*. À ce sujet, nous nous félicitons des accords conclus entre Ansar Allah et l'ONU pour éliminer la menace que représente cette unité flottante de stockage de pétrole.

La terrible situation humanitaire qui règne au Yémen nous inquiète particulièrement. Comme nous l'a indiqué M. Griffiths aujourd'hui, on se rapproche chaque jour un peu plus d'une catastrophe humanitaire pure et simple. Nous plaçons donc nos espoirs dans la conférence internationale sur l'aide humanitaire au Yémen, qui examinera des moyens de porter secours à la population du pays. Nous rappelons toutefois que l'aide humanitaire doit être impartiale.

Pour terminer, nous tenons à souligner les efforts des États de la région qui sont prêts à continuer de fournir des services de médiation et une aide humanitaire aux fins d'un règlement au Yémen. Nous rappelons la résolution 598 (1987) et les autres initiatives en faveur de la stabilisation de la sous-région, notamment la version actualisée du concept de sécurité collective pour la région du golfe Persique proposé par la Russie.

M. Ochoa Martínez (Mexique) (*parle en espagnol*) : En premier lieu, nous remercions l'Envoyé spécial Grundberg et le Secrétaire général adjoint Griffiths de leurs exposés.

Aujourd'hui, ma déclaration portera sur trois points : premièrement, le processus politique ; deuxièmement la situation humanitaire et le respect de l'espace humanitaire ; troisièmement, l'incidence du conflit au Yémen sur les femmes et les filles.

S'agissant premièrement du processus politique, nous remercions l'Envoyé spécial d'avoir donné des informations sur les consultations structurées tenues avec divers acteurs yéménites. Nous pensons que ces échanges contribueront à faire avancer le processus politique. Nous sommes conscients de l'importance de ces consultations et du fait qu'elles ont été inclusives et ont permis que la voix des femmes yéménites soit entendue. Nous espérons que l'Envoyé spécial pourra bientôt rencontrer les houthistes.

En ce qui concerne la situation humanitaire, nous sommes très préoccupés par les informations indiquant la poursuite de la violence à Mareb, Hajja et dans d'autres régions. Nous appelons une fois de plus à un cessez-le-feu à l'échelle nationale. La prolongation du conflit a entraîné une augmentation considérable des besoins humanitaires et les moyens financiers disponibles ne sont pas suffisants pour y répondre. En outre, il faut tenir compte du fait, comme l'a mentionné le Secrétaire général adjoint Griffiths, qu'environ 40 % des importations de blé du Yémen proviennent d'Ukraine et de Russie. Quelque 60 % des Yéménites sont déjà en situation d'insécurité alimentaire et le nombre de personnes qui souffrent de la faim a triplé l'an dernier. Tout indique que les céréales se feront de plus en plus rares, de telle sorte que le nombre de Yéménites confrontés à l'insécurité alimentaire augmentera, ce qui est déplorable.

Les organismes des Nations Unies et les organisations humanitaires se heurtent à divers obstacles bureaucratiques, à des manœuvres d'intimidation, à des restrictions d'accès et à l'insécurité, ce qui est également déplorable. Le travail de ces organisations est essentiel pour la survie d'une grande partie de la population et pour progresser dans l'instauration de la paix.

Le Mexique condamne fermement les attaques délibérées contre le personnel médical et humanitaire. De tels actes constituent de graves violations du droit

international humanitaire. Nous condamnons également le harcèlement dirigé contre le personnel des Nations Unies et les personnes qui travaillaient à l'ambassade des États-Unis à Sanaa.

Compte tenu de la situation inquiétante, nous nous félicitons de la récente signature d'un mémorandum d'accord entre l'ONU et les houthistes pour régler le problème du pétrolier *FSO SAFER*.

À propos des questions de genre, nous sommes affligés par les lourdes retombées du conflit sur les femmes et les filles, telles que l'accès limité des filles à l'éducation, le manque d'accès aux services de santé procréative, l'augmentation du nombre de mariages précoces et le harcèlement et la détention d'activistes et de défenseuses des droits humains, pour n'en citer que quelques-unes.

Pour terminer, nous condamnons une fois encore les attaques aveugles contre des civils et des infrastructures civiles, au Yémen comme dans les pays voisins. Ces attaques sont de graves infractions au droit international, en particulier le droit international humanitaire.

Le Président (*parle en arabe*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant des Émirats arabes unis.

Je tiens à remercier M. Grundberg et M. Griffiths de leurs exposés.

Ces dernières années, on a beaucoup tenté, à l'échelle régionale et internationale, de trouver à la crise au Yémen une solution politique globale qui réponde aux aspirations du peuple yéménite. Les Émirats arabes unis appuient résolument tous les efforts de médiation et toutes les initiatives de paix des Nations Unies, car nous sommes fermement convaincus qu'il s'agit de la seule manière de mettre fin à la crise.

Toutefois, les houthistes refusent toujours de saisir l'occasion présentée par ces initiatives en faveur d'un règlement pacifique. Ils s'en servent au contraire pour poursuivre leurs hostilités, saper la stabilité et étendre leur présence militaire sur le terrain. En persistant à choisir la violence plutôt que la paix et en imposant par la force leur contrôle à des millions de Yéménites, les houthistes montrent qu'ils ne veulent pas que la guerre finisse.

Tandis que les houthistes continuent de rejeter les appels à un cessez-le-feu et de commettre de graves violations contre les civils, leurs dirigeants à Sanaa s'entêtent à refuser d'engager un dialogue constructif

avec l'ONU et de participer aux efforts visant à mettre un terme à la guerre. L'escalade de la violence par les houthistes est arrivée au point qu'ils lancent des attaques terroristes contre les pays voisins et menacent la navigation maritime. De tels actes laissent imaginer l'avenir qui attend la région si les houthistes ne sont pas dissuadés et que leurs graves violations ne s'arrêtent pas.

Au vu de cette intransigeance et de cette escalade, mon pays se félicite de l'adoption de la résolution 2624 (2022) et appelle tous les États Membres à l'appliquer. Cependant, nous tenons à préciser que le but ultime n'est pas d'imposer des sanctions, mais de mettre fin à la crise en y apportant une solution politique. Cela exige que la communauté internationale utilise tous les moyens dont elle dispose pour continuer à faire pression sur les houthistes afin qu'ils cessent leurs violations et leurs hostilités, reviennent à la table des négociations et participent sérieusement au processus politique.

Nous soulignons que les initiatives et les cadres de négociation précédents, notamment l'initiative saoudienne visant à mettre fin à la guerre, constituent une base solide pour la reprise du processus politique. Ce qui fait défaut, cependant, c'est une approche diplomatique revitalisée et une véritable volonté politique de la part des houthistes de coopérer à ces initiatives. À cet égard, nous rappelons l'importance de garantir une participation réelle et active des femmes aux processus politiques.

Les Émirats arabes unis condamnent la poursuite des attaques perpétrées par les groupes terroristes houthistes, notamment la récente attaque de drone contre une raffinerie à Riyad, ainsi que leurs attaques répétées contre l'aéroport d'Abha et le missile lancé vers la mer Rouge. Ces violations confirment une fois de plus qu'il est urgent que les États Membres s'acquittent pleinement de leurs obligations, conformément à l'embargo sur les armes imposé par les résolutions 2216 (2015) et 2624 (2022). Pour cela, il faut redoubler d'efforts pour lutter contre la contrebande d'armes et de leurs composants à destination des houthistes par voie terrestre et par voie maritime.

Nous réaffirmons qu'il faut continuer d'imposer des sanctions aux houthistes jusqu'à ce qu'ils comprennent qu'il n'y a pas de substitut à une solution politique choisie par le peuple yéménite.

Nous redisons notre profonde inquiétude face à la gravité de la situation humanitaire au Yémen et à la souffrance de millions de Yéménites, en particulier

des femmes et des enfants, qui sont privés de services de base. En outre, le système de santé est en train de s'effondrer alors que la situation économique se dégrade au Yémen. L'aggravation de la situation est étroitement liée à l'escalade militaire des houthistes et à leurs actes de violence contre les civils au Yémen. L'obstruction par les houthistes des envois d'aide humanitaire et la confiscation de denrées alimentaires confirment à quel point ils font fi des besoins du peuple yéménite, voire les exacerbent.

En ce qui concerne le pétrolier *FSO SAFER*, nous saluons les efforts inlassables déployés par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires pour faciliter le dernier accord en date ainsi que le rôle joué par le Royaume des Pays-Bas. Nous espérons que l'accord permettra d'éviter une catastrophe. À cette fin, nous devons tout mettre en œuvre pour faire pression sur les houthistes afin qu'ils respectent leurs engagements et cessent leurs tactiques dilatoires.

Nous rappelons que tout accord avec les houthistes sur cette question doit tenir compte de leur comportement passé. Comme nous l'avons vu au cours des quatre dernières années, les houthistes ont eu recours à de fausses promesses comme stratégie de négociation, tout en faisant la sourde oreille aux avertissements prédisant une catastrophe environnementale imminente si des travaux de maintenance urgents n'étaient pas effectués.

Pour terminer, les Émirats arabes unis continueront de collaborer avec les membres du Conseil de sécurité pour appuyer une solution pacifique dirigée et contrôlée par les Yéménites, qui permettra d'instaurer la sécurité, la stabilité et la prospérité pour le peuple yéménite frère.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne la parole au représentant du Yémen.

M. Al-Saadi (Yémen) (*parle en arabe*) : Je voudrais vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que les Émirats arabes unis, pays frère, de votre accession à la présidence du Conseil ce mois-ci. Je vous souhaite plein succès, à vous et à votre délégation. Je remercie également le Représentant permanent de la Fédération de Russie de sa présidence réussie du Conseil le mois dernier. Je remercie par ailleurs M. Hans Grundberg et M. Martin Griffiths de leurs exposés.

Les souffrances du peuple yéménite durent depuis huit ans, en raison de la poursuite de l'escalade militaire des milices houthistes, de leur rejet de toute initiative

menant à une solution politique et des obstacles qu'elles ont opposés à tous les efforts de paix déployés par l'ONU par l'intermédiaire de l'Envoyé spécial du Secrétaire général. Près de 24 millions de Yéménites ont toujours urgemment besoin d'une aide humanitaire de l'ONU et d'autres partenaires internationaux pour survivre.

Je me dois de mentionner l'importance de la conférence des donateurs qui se tiendra demain sous le parrainage du Royaume de Suède, de la Suisse et de l'ONU afin d'apporter un appui financier au plan de réponse humanitaire 2022 de l'ONU pour le Yémen.

Nous appelons tous les pays frères et amis, ainsi que les organisations internationales donatrices, à participer à cette manifestation importante et à se montrer généreux, tout en honorant leurs promesses de réduire le déficit de financement qui entrave les opérations humanitaires. À la lumière des événements et des crises auxquels le monde est actuellement confronté et qui ont eu pour effet de compliquer la situation économique et humanitaire au Yémen, il est important que ce pays reste en tête des priorités de la communauté internationale. La communauté internationale ne doit pas abandonner le Yémen.

Le Gouvernement yéménite se félicite une fois de plus de l'adoption, en février, de la résolution 2624 (2022) pour reconduire le régime de sanctions au Yémen. Cette résolution qualifie les milices houthistes de terroristes. Depuis des années, ces milices ont choisi la voie du terrorisme et de la violence, ce qui justifie leur désignation comme terroristes au vu des crimes et des violations sans précédent qu'elles ont commis contre le peuple yéménite.

Elles continuent de prendre pour cible des civils et des structures civiles au Yémen, au Royaume d'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis. Elles constituent une menace pour la sécurité et la sûreté des navires de commerce et des voies de navigation internationales. La résolution constitue un pas important pour mettre fin à l'appui militaire iranien aux houthistes, qui ne fait que prolonger la guerre, compliquer la crise humanitaire et saper les efforts politiques visant à instaurer la paix au Yémen.

S'appuyant sur ses compétences politiques, le Gouvernement déploie des efforts importants pour revenir à la normale et met en œuvre de nombreuses réformes et projets de développement, car nous ne pouvons pas attendre le rétablissement de la paix pour relancer le développement au Yémen.

Nous appelons la communauté internationale à appuyer les efforts économiques du Gouvernement et ses programmes de redressement et à œuvrer à la création de sources de revenus, qui sont un moyen essentiel de régler la crise humanitaire sans dépendre exclusivement de l'aide d'urgence. Les réformes entreprises par le Gouvernement contribueront de façon importante à la stabilité économique, à la maîtrise de l'inflation, à la stabilisation des taux de change de la monnaie nationale et donc à l'amélioration de la situation humanitaire.

Tout en saluant les efforts déployés par les pays frères et amis pour réduire les souffrances humanitaires, nous réaffirmons que le Yémen a toujours grand besoin d'un appui économique pour lui permettre de retrouver le niveau de croissance économique qui était le sien avant le coup d'État perpétré par les milices houthistes. Les rapports internationaux pertinents de 2019 indiquent que le Yémen a perdu deux décennies de développement, qui pourraient se transformer en quatre décennies si les milices poursuivent leur guerre et leurs efforts pour torpiller les perspectives de paix.

Le Gouvernement yéménite sait que le seul moyen de mettre fin aux souffrances humanitaires, de rétablir la sécurité et la stabilité, et de renouer avec le développement est de mettre fin à la crise que connaît aujourd'hui le Yémen à la suite du coup d'État perpétré par les milices houthistes. Le Gouvernement, sous la direction de S. E. M. Abdrabuh Mansour Hadi Mansour, Président de la République, reste donc attaché au processus de paix, sous les auspices de l'ONU, en vue de parvenir à une paix juste et durable.

Le Gouvernement a fait de nombreuses concessions pour assurer le succès des missions des Envoyés spéciaux successifs de l'ONU. Il continue d'appuyer les travaux de M. Grundberg et de faciliter sa conduite du processus de paix sur la base des mandats convenus pour une solution politique, à savoir l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, les textes issus de la Conférence de dialogue national et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 2216 (2015). Malgré tout cela, les milices houthistes, soutenues par l'Iran, continuent d'intensifier leur guerre, tout en entravant les efforts déployés pour parvenir à la paix.

Elles ne veulent toujours pas accueillir l'Envoyé spécial à Sanaa. Elles ont opté pour la guerre afin de parvenir à leurs fins, de s'emparer du pouvoir et de gouverner ou tuer les Yéménites dans le but de changer la nature de la société yéménite et d'y introduire des traditions

et des valeurs moyenâgeuses qui ne correspondent pas aux aspirations du peuple yéménite, qui souhaite bâtir un État civil et moderne fondé sur la sécurité, la stabilité, le développement, la justice et l'état de droit.

Nous appelons la communauté internationale et le Conseil de sécurité à bien comprendre les différentes causes profondes de cette guerre destructrice et ses répercussions, à commencer par le coup d'État des milices houthistes contre la légitimité constitutionnelle, les institutions de l'État et le consensus national, qui a été le véritable point de départ.

Les milices houthistes doivent savoir que seule une solution politique permettra de régler cette crise. Elles doivent cesser de tuer des Yéménites, éviter toute nouvelle effusion de sang et mettre fin à cette guerre, qui a provoqué la pire crise humanitaire au monde. Ces milices doivent comprendre que la paix est la seule issue à la situation actuelle.

Nous demandons au Conseil de sécurité de faire davantage pression sur ce groupe terroriste et sur le régime voyou de l'Iran, qui les soutient, pour qu'ils arrêtent l'escalade militaire et contribuent réellement aux efforts déployés par l'ONU pour mettre fin au conflit et parvenir à une paix globale et durable.

Pour terminer, nous avons pris note des efforts déployés par l'ONU pour régler la situation concernant le pétrolier *FSO SAFER*. Le Gouvernement yéménite s'est engagé à soutenir et faciliter ces efforts afin d'éviter une catastrophe environnementale, humanitaire et économique qui affecterait le Yémen et les pays de la région, et nuirait aux voies de navigation maritime internationales, mais nous mettons une fois de plus en garde contre les méthodes et les manœuvres des milices houthistes pour entraver ces efforts, revenir sur leurs engagements et faire de fausses promesses afin de tromper la communauté internationale.

Nous demandons au Conseil de continuer à faire pression sur ces milices pour éviter une catastrophe imminente. Nous remercions les Pays-Bas et l'ONU pour leurs efforts à cet égard.

Le Président (*parle en arabe*) : Il n'y a pas d'autre orateur ou oratrice inscrit sur la liste. Je vais maintenant lever la séance afin que le Conseil puisse poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations à huis clos.

La séance est levée à 12 h 15.